

## MULTIPLICATION DES INITIATIVES POLITIQUES

## Aboudjerra Soltani l'opposant est né

*Par rapport à l'Alliance présidentielle qu'il structure et anime avec le FLN et le RND, le MSP ne fait plus dans le politiquement correct. Son président, Aboudjerra Soltani, se découvre, à l'ère des révoltes populaires qui soufflent sur la région, une âme d'opposant. Interviewé par l'APS, il se lâche dans des revendications jusque-là apanage de l'opposition radicale.*

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Quitte à ajouter au malaise déjà visible de l'Alliance présidentielle, le président du parti islamiste MSP se libère, comme par enchantement, de la réserve à laquelle oblige le ménage à trois (alliance FLN-RND-MSP) et s'en va composer quelques réclamations politiques qui surprendraient plus d'un. Soltani, que l'on sentait depuis longtemps malaisé dans son rôle de figurant au sein de l'Alliance présidentielle, dit assez nettement qu'il faut impérativement faire changer les choses en profondeur. Il ne se gêne pas, ce faisant, d'inscrire la revendication a contrario de ce que réclame le FLN de Belkhadem et, surtout, contre le statu quo que le RND de Ahmed Ouyahia travaille à maintenir.

A l'agence de presse officielle qui l'a interviewé, Aboudjerra Soltani évoque la nécessité d'opérer des changements dans les domaines politique, social et économique. Et ce qu'il entend par ces changements n'est pas du goût de ses deux partenaires de l'Alliance présidentielle.

Soltani estime que la réforme politique doit aller dans le sens de davantage de libertés, d'initiatives et d'ouverture. Ainsi, s'exprimant sur une actualité immédiate, le président du parti islamiste dit ne pas trouver «d'inconvénient» à ce que les gens organisent des marches pacifiques. Ceci même s'il avertit, une ligne plus loin, qu'il est contre «le fait de prendre prétexte de ces marches pour incendier, endommager et porter atteinte aux biens d'autrui».

De se déclarer ainsi favorable aux marches pacifiques

est une avancée et une rupture avec les discours tenus jusque-là par ses partenaires de l'Alliance présidentielle qui, eux, miment, sans se poser de questions, l'attitude du gouvernement qui se distingue dans la répression.

D'ailleurs, Soltani ne se gêne pas d'avouer tout le mal qu'il pense de l'Alliance présidentielle. Il dit regretter la manière dont elle est gérée. «Nos alliés veulent que nous soyons un allié sans nous associer à tout ce qui concerne l'avenir de l'Algérie. Cette alliance est devenue une simple représentation au sein du gouvernement, outre le fait de s'entendre pour faire passer des lois au Parlement.»

Soltani menace de saborder la solidarité parlementaire qu'organisent à chaque vote les trois partis de l'Alliance. Il estime, en effet, que le projet du nouveau code communal est pire que le code en vigueur. Plus clairement, le MSP marque son opposition.

Soltani nargue aussi le gouvernement en appelant à l'ouverture des champs politique et médiatique. Selon lui, la levée de l'état d'urgence devra se traduire y compris mais surtout par l'agrément de nouveaux partis politiques. Ce que Daho Ould-



Soltani appelle à l'ouverture des champs politique et médiatique.

Kablia a exclu. «Ceux qui désirent constituer un parti politique sont tenus de respecter la loi. S'ils enfreignent la loi, l'agrément leur sera retiré par décision de justice.»

Soltani affirme aussi qu'il n'y a pas lieu de nourrir des appréhensions quant à l'ouverture de l'audiovisuel au secteur privé. Voilà qui ne va pas dans le sens qu'aurait souhaité le ministre de la Communication.

### D'où vient et que signifie cette sortie ?

Hormis le RND d'Ahmed Ouyahia qui s'érige en sentinelle de l'ordre établi, la classe politique, opposition, comme les courtisans du pou-

voir, travaille à investir le terrain, sinon par l'action, du moins à travers la proposition.

Ainsi, Abdelhamid Mehri s'est distingué dans un échange épistolaire avec le locataire d'El-Mouradia auquel il a proposé une formule pour un changement dans le système.

Aït Ahmed a vite fait de trouver la proposition alléchante et il n'a pas tardé à le faire savoir.

On sait que depuis au moins 2004, le triumvirat Hamrouche, Mehri et Aït Ahmed structure une perspective solidaire. Aussi les observateurs politiques ont de suite compris qu'en fait Mehri ne parlait pas pour lui seul.

Le pouvoir, apeuré par le vent de révolte soufflant de partout, et devant faire face aux forces

de changement radical, c'est-à-dire en dehors et contre le système, ne voit pas d'un mauvais œil cette offre de négociation. Il la juge même salutaire en ces moments d'incertitude. Et puis, il n'a que peu à perdre, si tant est qu'il perdrait quelque chose à se maintenir, puisque, avec le triumvirat auquel peut se joindre Louisa Hanoune, il restera dans la ligne fondatrice de sa politique en faveur de la réconciliation nationale. C'est, en fait, ceux qui furent du conclave de Sant'Egidio qui se proposent leur partenariat. Ne pouvant se permettre de rester en marge, le FLN met en évidence sa proposition de révision de la Constitution.

Une proposition comme une autre qui le soustrait à l'atonie qui, en ce moment, glace le RND.

C'est, donc, tout ce fourmillement politique qui fait découvrir quelques audaces au MSP. Et tout ce beau monde est persuadé, voire a acquis la certitude que le pouvoir ne peut rester sur les seules générosités qu'il consent pour s'éviter d'affronter des révoltes populaires.

D'autant que, alentour, en Tunisie, en Égypte, en Libye et même au Maroc les mutations politiques sont déjà un fait probant.

Le Maroc vient d'annoncer une réforme institutionnelle de taille, en l'occurrence une monarchie parlementaire. Ce que l'Occident, la France en premier chef, a applaudi.

S. A. I.

## ORDRE PUBLIC

# La feuille de route du DGSN

**«Les policiers doivent s'armer de patience, respecter les lois et ne pas céder aux provocations, mais ils doivent aussi recourir à la force pour empêcher la violence lorsque l'ordre public se trouve en danger. (...) Durant les dernières semaines, l'apport du citoyen dans la préservation de l'ordre public a été indéniable. C'est un acquis, qu'il conviendra de consolider par le comportement exemplaire, le sang mais surtout par le rôle que doivent jouer les chefs en matière de communication, d'encouragement et de soutien». Deux principales orientations données jeudi dernier par le DGSN, Abdelghani Hamel, à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 13<sup>e</sup> promotion de 227 commissaires de police organisée à Alger.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** -C'est en présence des ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, et de la Justice, Tayeb Belaïz que le général Abdelghani Hamel a tenu ces propos. C'était à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 13<sup>e</sup> promotion de 227 commissaires de police organisée à l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf à Alger.

S'adressant à ces derniers au nom de tous les effectifs de la police nationale, M. Abdelghani Hamel a salué le courage de ce corps de sécurité qui a fait preuve, lors des récents troubles ayant secoué le pays, de beaucoup de courage et de retenue.

«Je vous rappelle que notre souci majeur est de veiller à l'établissement de l'ordre public et au respect de la loi en usant de tous les moyens réglementaires pour garantir la bonne marche des institutions», a-t-il déclaré, en ajoutant que «la capacité des services de l'ordre à maîtriser ce type de situations doit être un acquis à renforcer et à soutenir».

Le patron de la DGSN a également salué la difficulté de la mission qui incombe aux policiers lorsqu'il s'agit de veiller à la sécurité des biens publics et de la population et a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts entrepris par son institution en vue d'assurer et d'amé-

liorer la formation des éléments de la police. C'est dans ce chapitre qu'il dira : «Notre souci constant est de veiller à la présentation de l'ordre public dans toutes ses dimensions de sécurité, de tranquillité et de salubrité publique avec les moyens et les méthodes que confère la loi aux services de police pour garantir l'exercice des libertés publiques individuelles nécessaires au fonctionnement normal de la société, des institutions et à la quiétude des individus.»

Mieux, le patron de la Sûreté nationale a demandé aux officiers de son institution que «face à la provocation, nos hommes doivent opposer le calme, la patience et les attitudes professionnelles et lorsque la situation l'exige, les services de police useront de la force légitime pour faire cesser les actes illégaux de violences».

L'autre point évoqué par le directeur général de la Sûreté nationale et qui a soulevé l'interrogation des journalistes présents est celui relatif «à l'importance accordée» par M. Hamel à «l'apport du citoyen dans la préservation de l'ordre public». Cette question, il l'a qualifiée

d'«acquis, qu'il conviendra de consolider». Question : le directeur général de la Sûreté nationale fait-il allusion au rôle joué par les «baltaguas» lors des dernières manifestations auxquelles avait appelé la CNCD ? La question est restée sans réponse.

Cela dit, dans son intervention, le directeur général de la Sûreté nationale a rappelé en la circonstance les «quelques aspects qui constituent l'essence de notre action de préservation de l'ordre public, de protection et de sécurité des personnes et des biens».

A ce sujet, il dira que «l'action des services de police ne peut s'inscrire que dans le strict respect des lois et règlements de la République, en toute circonstance et en tout lieu.

Elle ne peut atteindre pleinement les nobles objectifs de la sûreté et de la sécurité sans l'adhésion du citoyen et la confiance qu'il accorde à sa police et que le respect des règles de l'éthique et de la déontologie policière qui constituent le cadre global de nos actions et missions doit être la trame de toutes nos actions».

A. B.

## Deux terroristes éliminés à Ighil Ali

Deux dangereux terroristes ont été éliminés, mardi dernier, dans les massifs forestiers de Bouni, près d'Ighil Ali, dans la région des Ath Abbas, entre les wilayas de Béjaïa et de Bordj Bou Arréridj, a-t-on appris de bonne source.

Les deux terroristes islamistes de l'ex-GSPC, devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui écume les maquis d'Aït Abbas, ont été abattus dans le cadre d'une vaste opération de ratissage que mènent les forces de l'ANP, depuis plusieurs mois, dans ces massifs forestiers, a précisé notre source.

A. K.